

# Soyons résolument « modernes » : des cours en chinois dans les facs françaises !

Par [Bernard Cassen](#) | 22 mai 2013

Secrétaire général de Mémoire des luttes, président d'honneur d'Attac

Ce 22 mai, la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Geneviève Fioraso, met en discussion à l'Assemblée nationale un projet de loi dont l'une des dispositions clés est l'institutionnalisation de l'anglais comme langue de l'enseignement universitaire en France. Sous un camouflage hypocrite – il est question de « langues étrangères » et pas de l'une d'elles en particulier –, ce texte est un pas de géant vers la mise sous tutelle anglo-saxonne de l'activité scientifique française. Pas seulement française d'ailleurs : venant de Paris, l'exemple fera tache d'huile dans les autres pays francophones, notamment en Afrique, et dans ceux des langues latines proches (espagnol, italien, portugais).

Une langue n'est pas seulement un outil de communication ; c'est, comme l'écrivait Gramsci, « *une vision du monde* » qui se décline en concepts, en approches intellectuelles, voire en valeurs. Y compris dans la science. C'est la pluralité et parfois la confrontation de ces « visions » qui stimule la créativité des chercheurs. Ce que propose Mme Fioraso, c'est de faire abstraction de sa langue maternelle et de penser tous directement en anglais, exercice où les *native speakers* auront toujours plusieurs longueurs d'avance sur les locuteurs d'autres langues, et où c'est l'avancement de la recherche, pris globalement, qui sera finalement perdant. La diversité linguistique est en effet un bien commun aussi précieux que la biodiversité.

Nul ne sait si Mme Fioraso s'est jamais posé ce type de questions. En tout cas, les arguments qu'elle avance en faveur de son projet de loi ne témoignent pas d'une réflexion originale. Il s'agit, selon elle, de promouvoir l'« attractivité » des universités françaises pour les étudiants étrangers. C'est en quelque sorte la version « enseignement supérieur » de la « compétitivité », cette chimère devenue l'alpha et l'oméga de la politique gouvernementale. Pour cela, une recette miracle – déjà préconisée dans le passé par, entre autres, Alain Minc, Claude Allègre, Valérie Pécresse ou Silvio Berlusconi – est appelée à la rescousse : l'anglais, et même progressivement le « tout-anglais » dans la science, la technique, la communication et l'enseignement.

Il faudrait donc croire que des étudiants chinois, japonais, russes ou brésiliens viendraient en France pour suivre des cours dans une langue qui n'est ni la leur ni celle de leur professeur et de leur pays d'accueil. Cette proposition absurde, qui – sans la moindre vérification – sous-entend que ces mêmes étudiants et leurs enseignants seraient par ailleurs d'excellents anglophones, a été mise en pièces par, pour ne citer qu'eux, Claude Hagège et Michel Serres. Si les services de Mme Fioraso avaient pris la peine d'étudier la mise en oeuvre d'une telle politique linguistique dans les universités d'Allemagne et des Pays-Bas ([lire l'article de Claude Truchot](#)), ils auraient pu en constater le bilan globalement négatif. Pour un gouvernement qui a fait de l'invocation du modèle allemand le cœur de sa doctrine, la cause aurait dû être entendue et le texte de Mme Fioraso remis au placard. Ce n'est pas le cas.

Dans un communiqué, le Parti de gauche (PG) – seule formation politique à notre connaissance ayant, en tant que telle, pris parti sur la question – propose une explication : « *On reste pantois devant un aveuglement aussi suicidaire qui revient à dévaloriser l'excellence de l'enseignement et de la recherche français et en français, et à faire une croix sur la francophonie pour un bénéfice nul. On ne peut expliquer un tel reniement que par des raisons idéologiques, par un atlantisme linguistique qui accompagne une aspiration à la servitude volontaire vis-à-vis du monde anglo-saxon, caractéristique notoire des « élites » françaises* » [1]. Avec la victoire de New-York et de San Francisco sur Berlin, il s'agit bien en effet d'idéologie atlantiste et nullement de pragmatisme puisque, pour l'Université française, le jeu sera perdant-perdant.

On ne s'étonnera donc pas que *Le Monde* assimile le refus de la vassalisation linguistique à une nouvelle bataille d'*Hernani* livrée par les Anciens contre les Modernes [2]. S'il n'avait pas une aversion politique contre le rouge, le quotidien irait même jusqu'à enfiler le gilet de cette couleur que portaient les soutiens de Victor Hugo à la Première de la pièce le 25 février 1830... Mais quitte à être « moderne », il faut l'être jusqu'au bout ! Et qui peut légitimement porter un gilet plus « rouge » que la République populaire de Chine, par ailleurs deuxième puissance mondiale avec une langue parlée par bientôt 1,4 milliard d'habitants, soit davantage que la totalité du monde anglophone.

Pense-t-on sérieusement que, à moyen terme, ce géant ne revendiquera pas – et n'imposera pas, au moins dans sa zone d'influence et chez ses clients, dont les Etats-Unis – un statut de langue véhiculaire à vocation mondiale pour le mandarin ? Pour une fois, anticipons l'inévitable et, avec *Le Monde*, faisons campagne pour des cours en langue chinoise dans les universités françaises ! Mais faisons-le avec professionnalisme. Pas comme *Libération* dont la Une du numéro du 21 mai – entièrement en prétendu anglais – montre que ses rédacteurs ont encore quelques efforts à faire pour maîtriser les finesses de cette langue. Et encore davantage pour l'utiliser dans des cours de journalisme à l'université [3]...

□

## Notes

[1] <http://www.lepartidegauche.fr/non-l-atlantisme-linguistique-genevieve-fioraso-23267>

[2] *Le Monde*, 11 mai 2013.

[3] On leur signalera, entre autres, que « projet de loi » se traduit par « bill » tout court, et non pas par « government's proposed bill ».